



La soutenance de thèse de Sybille CHAPEU

“LA MISSION DE FRANCE DANS LA GUERRE D’ALGÉRIE : ÉGLISE, POLITIQUE ET DÉCOLONISATION”

La thèse de doctorat en histoire contemporaine de Sybille Chapeu a été soutenue le 1^{er} février 2002 à l’Université de Toulouse Le Mirail devant un jury composé de Djamila Amrane, André Mandouze, Guy Pervillé (président), Jacques Poumarède, Jean-François Soulet et Yvon Tranvouez (rapporteur), en l’absence regrettée du professeur René Rémond.

En présentant son travail, Sybille Chapeu explique qu’elle a été motivée par le fait que la guerre d’Algérie avait été un événement marquant pour sa famille, et que d’autre part, elle s’est trouvée en relation avec le père Robert Davezies. A l’occasion de la préparation d’un mémoire de maîtrise sur quatre ecclésiastiques engagés dans la guerre d’Algérie (dont Robert Davezies), elle a commencé à s’intéresser à la Mission de France, et à comprendre l’action majeure que certains de ses prêtres avaient joué au cours du conflit.

Elle procède ensuite à une historiographie des travaux sur la Mission de France, puis à un inventaire précis des sources de sa recherche (archives publiques, archives de l’institution, archives privées, et une centaine d’entretiens oraux).. Elle souligne le très grand intérêt des rencontres que ces années de recherche lui ont permis de faire. Tout en distinguant des degrés d’engagement différents parmi les prêtres de la Mission de France, elle signale que les plus radicaux ont forgé son image publique, et que la guerre d’Algérie a catalysé les aspirations à voir évoluer l’ensemble de l’Eglise.

Intervention de Jean-François Soulet (Université de Toulouse-II)

Jean-François Soulet, directeur de recherche, se dit persuadé que la préparation de la thèse de Sybille Chapeu laissera chez lui, un très fort souvenir. En raison, d’abord, de

la personnalité attachante de la doctorante : modeste, avide d'apprendre, respectueuse des conseils recueillis, critique envers elle-même, mais entreprenante, enthousiaste et opiniâtre. Ensuite, parce que durant les cinq années, les échanges à propos de l'orientation de la thèse ont été nombreux et toujours très riches. Enfin, à cause des liens très forts qui, à cette occasion, se sont tissés avec l'abbé Robert Davezies, témoin et acteur majeur de cette page de l'histoire de la Mission de France.

Souhaitant laisser un maximum de temps de parole aux spécialistes du jury, J-F Soulet déclare vouloir limiter son appréciation de la thèse de Sybille Chapeu à deux domaines : la méthodologie et la problématique d'ensemble.

Pour lui, les qualités méthodologiques de la thèse sont éclatantes. Il loue le parfait équilibre du plan. Les 474 pages de texte sont réparties en trois parties de volume quasi égal : 135 pages pour la première et la seconde partie (qui traitent respectivement de la « dimension de la question algérienne » et de la « mobilisation croissante »), et 155 pages pour la troisième partie intitulée « à la recherche d'un consensus ». Il souligne la richesse des 117 pages d'annexes, sources, bibliographie et index ; la rigueur de l'appareil scientifique : 25 pages de bibliographie classée et présentée selon les normes internationales ; des notes infra-paginales nombreuses, denses et précises. Très louable aussi, à ses yeux, sont la diversité et l'étendue des sources archivistiques, qu'elles soient privées (Mission de France, Fonds Emmanuel Deschamps...) ou publiques (Affaires Etrangères, Archives du Monde du travail, à Roubaix, Archives de la Préfecture de Police, Archives Nationales...). Mais, du point de vue documentaire, l'élément fort de la thèse est représenté par l'étendue exceptionnelle de l'enquête orale qui se révèle tout à fait exemplaire des méthodes de l'histoire immédiate. L'auteur, en effet, a effectué des entretiens écrits auprès de 53 prêtres et des entretiens oraux auprès de 53 personnalités (prêtres, journalistes, historiens, intellectuels, membres du FLN, déserteurs...). Elle en a souvent tiré profit pour brosser une galerie de portraits très précieux. Il y a chez Sybille Chapeu un véritable goût et du talent pour la prosopographie ; et, de ce point de vue, sa thèse est une mine pour tous ceux qui s'intéressent au monde catholique et au problème algérien.

Cette collecte exceptionnelle de témoignages a permis à Sybille Chapeu d'écrire une thèse exemplaire pour l'histoire des mentalités. Son étude montre, en effet, de manière très explicite comment se déroule un processus de mutation mentale au sein d'une population et, plus spécialement, d'un groupe.

Au début, c'est-à-dire dans les années 50, l'Eglise catholique apparaît, sur de nombreux problèmes essentiels, en décalage avec la réalité. Sybille Chapeu en fournit plusieurs exemples significatifs. Face à la population algérienne très attachée à la religion musulmane, elle n'a ni doctrine ni stratégie. Elle a créé, aux siècles passés, pour l'Asie et l'Afrique, des congrégations spécialisées de « missionnaires », c'est-à-dire de prêtres chargés essentiellement de convertir les populations. Mais, en Algérie, les populations étant rebelles à toute conversion, l'Eglise a choisi de les ignorer. Il faudra attendre l'arrivée des prêtres de la Mission de France, pour voir se forger une stratégie nouvelle vis à vis de ces populations. Grâce à ces prêtres, l'Eglise invente alors une

nouvelle approche évangélique, qui ne vise plus à **convertir** (le maître mot jusque-là) mais à **partager** et à **fraterniser**. C'est une véritable révolution que conduisent, dans la région de Souk-Ahras, les prêtres de la Mission. Une révolution que ne supportent pas la communauté européenne et la hiérarchie catholique officielle. De même, face à la guerre de décolonisation, qui s'engage à compter de la Toussaint 1954, l'Eglise catholique est tout aussi démunie ; elle se borne à épouser le point de vue politique officiel, en condamnant la rébellion. Elle ferme longtemps les yeux sur tous les problèmes humains induits par ce genre de conflit, notamment la torture. Il faudra, ici aussi, attendre la mobilisation de prêtres de la Mission de France, pour que l'on propose, au nom de l'Evangile et de l'Eglise, une autre analyse des guerres de décolonisation, et un autre comportement. C'est cette révolution des mentalités initialisée par des prêtres de la Mission que décrit, avec la double minutie du sociologue et de l'historien, Sybille Chapeu.

Elle montre, tout d'abord, le mode de prise de conscience ; celui-ci se fait en cascade, ou, si l'on préfère, en chaîne, un peu comme une réaction chimique. C'est le milieu ouvrier – cœur de l'action de la Mission de France- qui fait découvrir à des prêtres de la Mission, qui opèrent dans la région parisienne, l'existence de la communauté immigrée d'origine nord-africaine, Communauté qui, elle-même, leur révèle l'existence du problème national algérien (un problème, nous l'avons dit, que quelques prêtres de la Mission, installés en Algérie, avaient très tôt pressenti et cerné). A travers le questionnement multiple suscité par la guerre d'Algérie, certains prêtres aboutiront dans leur réflexion à poser, dans la décennie soixante, le problème essentiel de l'aide au Tiers-Monde. Ainsi, en quelques années, par le biais de la question algérienne, certains prêtres sont passés de l'aide au monde ouvrier à l'aide au Tiers Monde. Sybille Chapeu nous décrit le cheminement (tortueux, chaotique) de cette prise de conscience.

A la différence, en effet, de l'élaboration de la théologie de la Libération, qui a donné lieu à une réflexion théorique initiale, dans laquelle deux ou trois hommes (Gustavo Gutierrez, Leonardo Boff...) se sont particulièrement investis, il n'y a pas eu, initialement, à propos de la question algérienne et des conflits de décolonisation, une prise de position théorique et doctrinale. S.Chapeu montre que la nouvelle ligne s'est forgée dans le désordre et dans l'urgence, sans que l'on parvienne à unifier les positions ou à émettre une doctrine générale. Il s'agit d'abord de prises de position personnelles et ponctuelles. Des prêtres de la Mission, souvent isolés, réagissent, en fonction de leur milieu de vie, et adoptent vis à vis de certains aspects de la Guerre, des positions à contre-courant de l'opinion et des consignes de l'Eglise : aide matérielle aux populations algériennes, soutien aux déserteurs, dénonciation de la torture, collaboration avec le FLN...

Cette poignée de prêtres de la Mission parvient, au fil des ans, à s'organiser et à former comme un groupe de pression qui oblige les autorités de la Mission à émettre des positions générales par rapport au conflit. Dans sa « Lettre pastorale aux prêtres de la Mission de France, le cardinal Liénart, le 10 octobre 1956, fait nettement allusion à ces pressions : « Vous m'avez exposé enfin avec angoisse, écrit-il, les graves difficultés

auxquelles se heurtaient vos efforts d'apostolat, par suite des événements d'Algérie. Les milieux musulmans auprès desquels vous vouliez porter témoignage en faveur de l'universelle charité de l'Eglise de Jésus-Christ, soit en Afrique du Nord, soit en France parmi les Nord-Africains, et les milieux déchristianisés auxquels vous voulez porter le même témoignage s'étonnent de ne pas voir l'Eglise intervenir davantage dans ce conflit douloureux... ». Il faut attendre le début de 1958 pour que cette « avant-garde » de prêtres de la Mission (comme les désigne Sybille Chapeu) obtienne un succès éclatant, en obligeant la hiérarchie de la Mission à prendre une position de pointe non seulement contre la torture mais pour l'indépendance : « *S'il est avéré, lit-on dans la Lettre aux communautés de mars 1958, qu'en Algérie, un peuple existe et veut exister comme distinct du peuple français, nous pouvons donc nettement déclarer que l'Eglise n'est pas davantage opposée là qu'ailleurs à l'accession de ce peuple à son indépendance. L'évangélisation ne peut être un prétexte à la domination d'un peuple sur un autre.* » Mais l'évolution n'est pas linéaire, pour autant. Après cette proclamation de 1958, qui fait scandale en France, la hiérarchie de la Mission se tait. Ce qui n'empêche nullement certains prêtres d'agir à titre personnel.

La thèse montre aussi, fort bien, la diversité des réactions à ces nouvelles idées ; d'abord, à l'intérieur de la Mission. Cette dernière étant, en effet, un groupe restreint, formé d'individualités très fortes, souvent isolées, bien des prêtres ne sont pas ou peu touchés par la question algérienne (« *Pour ma part, déclare l'un d'entre eux à Sybille Chapeu, je n'ai en rien été mêlé à ces problèmes. De 1955 à 1960, je faisais partie de l'équipe de Romilly sur Seine dans l'Aube, puis, de 1960 à 1963, de celle de Vénissieux, dans la banlieue de Lyon. En ce dernier lieu, nous avons été plus marqué par la présence d'une forte communauté portugaise que par des éléments algériens avec lesquels nous n'avons ni recherché, ni refusé le contact.* ».) Dans la Mission même, du haut de la hiérarchie à la base, certains prêtres pensent que l'engagement doit se limiter au spirituel ou à la solidarité morale ou matérielle, et condamnent des actions jugées politiques en relations avec le FLN. A l'opposé, Sybille Chapeu montre qu'il existe une poignée de prêtres désireux -pour reprendre la citation préférée de Robert Davezies- « *de dénouer les liens du joug* », et cela, par tous les moyens, y compris par une aide directe aux « rebelles algériens » : « *Est-ce que je suis fidèle à l'Evangile, s'interroge dès avril 1959 Robert Davezies, est-ce que j'ai le droit d'annoncer l'Evangile si je passe, sans les voir, à côté de ceux que des forces puissantes d'oppression veulent écraser, les laissant seuls se débattre ? Est-ce que je suis le représentant du Christ si je les laisse seuls dans leur combat, alors que la présence du Christ dans le monde est, selon un célèbre psaume messianique, révélée par la lutte contre l'Injuste et l'Oppresseur ?* » La thèse reflète bien le déchirement de certains responsables de la Mission, comme Eugène Deschamps, par exemple, ou même le Cardinal Liénart, qui n'hésite pas à revêtir sa cape de cardinal, agrémentée de la légion d'honneur que lui a remis, les jours précédents, le général de Gaulle pour aller visiter à la prison de la Santé, l'un de ses prêtres, Robert Davezies. A l'extérieur de la Mission, les réactions, également, sont vives et diverses. L'Eglise de France, la majorité de ses évêques et de ses prêtres ne font nullement leurs les positions de la Mission, surtout celles de ses prêtres les plus engagés. Le Vatican surveille étatement de très près la Mission, qui se sent en sursis.

Le pouvoir politique français, notamment le pouvoir gaulliste, qui supporte mal d'être gêné dans son tortueux cheminement, par des initiatives jugées intempestives.

Au total, Sybille Chapeu est fort bien parvenue à décomposer le processus de cette prise de conscience fondamentale, et à en décrire la complexité. « C'est, à mes yeux, conclut Jean-François Soulet, l'un des apports majeurs de sa thèse, et une contribution fondamentale à l'histoire de l'Église française contemporaine ».

Intervention d'Yvon Tranvouez (Université de Brest)

Le sujet traité par Sybille Chapeu est, selon Yvon Tranvouez, original et stimulant, dans la mesure où il croise l'histoire religieuse et l'histoire politique, la question étant à la fois celle de l'apport des milieux chrétiens de gauche à la contestation française de la guerre d'Algérie, et celle de l'impact de cette guerre sur l'évolution du mouvement missionnaire dans le catholicisme français. Il y a en effet une double coïncidence chronologique : 1954 marque à la fois l'arrêt de l'expérience des prêtres-ouvriers et le début de la guerre d'Algérie ; 1962, le début du concile Vatican II et la fin de la guerre d'Algérie.

Pour démêler cet écheveau, Sybille Chapeu s'est appuyée essentiellement sur les archives de la Mission de France, qui constituent une masse documentaire impressionnante, peu exploitée jusque-là, et sur une enquête auprès des acteurs et témoins. L'analyse est détaillée, scrupuleuse, soucieuse de montrer la complexité des choses et de rectifier les idées reçues. Plusieurs points sont bien mis en évidence. D'abord le poids des logiques individuelles, qui engagent l'institution plus que celle-ci ne les y engage, l'obligeant à gérer les situations de crise dont elle se serait bien passée, ce qui contribue à faire de cette thèse, d'une certaine manière, une "multi-biographie" (p. 469). Ensuite l'extrême rapidité des évolutions, qui oblige à mettre en place une chronologie fine, même si s'impose la coupure de mars 1958, date à laquelle la Mission de France atteint, sur les bases d'une condamnation morale de la torture, les limites d'une position institutionnelle consensuelle reconnaissant aussi la légitimité de l'aspiration à l'indépendance algérienne, sans en préciser les modalités. Encore, l'attachement de la quasi-totalité des prêtres de la Mission de France à l'enracinement religieux et ecclésial de leurs engagements, la seule exception notable étant celle de Robert Davezies, dont le soutien actif au FLN se fonde sur une protestation politique qui évacue la contrainte ecclésiale. Pour tous les autres, on observe la nécessité constante d'accommoder, non sans contradictions, la logique de l'expérience et les exigences de la norme. De même que les prêtres-ouvriers d'avant 1954 ne concevaient pas de dissocier la classe ouvrière du mouvement communiste, les prêtres de la Mission de France en viennent à identifier le peuple algérien au nationalisme du FLN, ce qui les met en porte-à-faux avec la Hiérarchie catholique à laquelle ils doivent obéissance. Se repose alors, de manière cruciale, la question du statut sacerdotal. Enfin, Sybille Chapeu montre bien comment la guerre d'Algérie amène certains prêtres à développer, contre la tradition du modèle des missions étrangères (conversion et civilisation), un modèle alternatif : témoignage et solidarité. Ce qui

s'observe à terme, pour le dire vite, c'est le passage de l'ouvriérisme au tiers-mondisme, comme une compensation à la marginalisation de la Mission de France dans le dispositif hexagonal de la Mission ouvrière.

Quelques critiques s'imposent pourtant. L'écriture de ce travail est entachée de négligences orthographiques qu'une relecture attentive aurait permis de faire disparaître. On apprécie par contre les annexes, qui fournissent le texte intégral des documents les plus importants évoqués dans le travail. Un précieux index des noms de personnes permet de suivre les itinéraires individuels en continu. Il est dommage que Sybille Chapeu n'ait pas cru nécessaire de dresser quelques tableaux, cartes ou graphiques qui lui auraient permis de synthétiser ou d'objectiver un certain nombre d'informations, et qu'elle ait négligé de fournir un minimum d'illustrations qui auraient donné chair et visage aux nombreux acteurs qu'elle met en scène. On regrette surtout que cette étude scrupuleuse, attentive à montrer la complexité des choses et à rectifier les idées reçues, n'ait pas été plus soucieuse de mettre en perspective ses enjeux et ses acteurs : le recours à d'autres archives, l'exploitation d'autres travaux récents (Catherine Masson sur le cardinal Liénart, Frédéric Le Moigne sur les évêques français des années 30 à 60, Sabine Rousseau sur les chrétiens et les guerres du Vietnam) auraient permis de mieux marquer la singularité des parcours analysés ici, et sans doute de relativiser une certaine image avant-gardiste un peu complaisante. Il aurait été utile de mieux situer les positions de la Mission de France par rapport à celles des autres composantes du monde catholique, et de s'attarder notamment sur une comparaison des diverses psychologies religieuses à l'œuvre dans les milieux chrétiens de gauche, dans la Hiérarchie catholique et dans le courant des catholiques partisans de l'Algérie française.

Il reste que, selon Yvon Tranvouez, la thèse de Sybille Chapeu est un travail important, qui apporte beaucoup à l'intelligence des deux domaines qu'elle associe, et qui confirme une nouvelle fois l'intérêt des recherches menées sur des groupes restreints mais fonctionnant comme révélateurs d'une situation plus large.

Intervention de Jacques Poumarède (Université de Toulouse I)

Jacques Poumarède déclare avoir lu les 500 pages avec un intérêt passionné et, après les avoir refermées, il se déclare parfaitement convaincu, si besoin était, de l'importance et de l'utilité de l'"histoire immédiate", dont Jean-François Soulet est un des pionniers. Le travail de Sybille Chapeu apporte la démonstration qu'en utilisant des méthodes rigoureuses et en posant une problématique bien conçue, l'historien est capable d'aborder des questions encore chargées de passion et faire œuvre de mémoire de manière efficace pour servir l'indispensable prise de conscience sur les réalités de la guerre d'Algérie. L'entreprise était incontestablement difficile, et le rapporteur souligne le travail considérable accompli par la candidate pour chercher, mettre à jour et dépouiller une quantité impressionnante d'archives tant publiques que privées et, surtout, réaliser une centaine d'entretiens oraux et écrits auprès de témoins et d'acteurs, ce qui est assez exceptionnel.

Dans l'introduction, Sybille Chapeu s'est fort bien expliquées sur les conditions souvent difficiles dans lesquelles ont été réalisés ces entretiens, et elle se pose avec pertinence des questions méthodologiques ; elle a été un peu moins précise sur l'origine et les particularités des fonds exploités, mais son exposé oral a comblé certaines lacunes. Le plan suivi est bien adapté à la problématique et parfaitement équilibré. La première partie lui permet de présenter clairement la toile de fond événementielle et idéologique sur laquelle s'est opérée la prise de conscience de divers groupes de prêtres, rassemblés autour de la Mission de France, sur la condition des ouvriers immigrés, le système colonial en Algérie, les exactions d'une guerre coloniale à ses débuts. La deuxième partie est aux yeux du rapporteur la meilleure et la plus neuve. La méthode de la "multibiographie" qu'elle expérimente lui permet de camper une série de portraits croisés qui font découvrir de riches personnalités. Sybille Chapeu analyse très finement les réactions institutionnelles de la hiérarchie de la Mission, de l'Église de France, des autorités politiques et militaires. Le tournant qu'elle situe au cours de la session pastorale de janvier 1958 est excellemment mis en lumière. La troisième partie est également très riche par ses apports à une connaissance plus précise des faits et, notamment, sur les débats internes de la Mission relatifs à des questions essentielles comme l'obéissance et l'insoumission, le tiers-mondisme, les rapports entre sacerdoce et conscience politique. Le rapporteur s'interroge néanmoins sur la pertinence du titre retenu : "A la recherche d'un consensus", alors que tout paraît démontrer le contraire.

Jacques Poumarède pointe quelques faiblesses. La forme laisse trop souvent à désirer. Outre de trop nombreuses coquilles, la mise en page n'est pas à la hauteur du contenu. Les normes usuelles pour les citations des fonds d'archives ne sont pas respectées ; certains chapitres sont insuffisamment introduits et des conclusions partielles font défaut. Des répétitions embarrassent le texte : la déposition de l'abbé Mamet sur les conditions de travail dans les exploitations agricoles est utilisée trois fois. On peut regretter aussi le défaut de cartes et de quelques schémas qui auraient aidé le lecteur. À cet égard, la présentation des spécificités juridiques du statut de la Mission de France après la promulgation de la constitution de 1954 (prélature territoriale, dite *nullius* (p. 57-58)) manque de précision alors que les études ne manquent pas et sont même citées en bibliographie mais peu utilisées. Sybille Chapeu ne s'est pas assez interrogée sur l'écart entre les règles canoniques et notamment sur le principe de l'incardination et les pratiques qu'elle observe : par exemple, l'apparente absence de contrats écrits de mise à disposition entre la Mission et les ordinaires. De même, aurait-il fallu mieux situer la place de la Mission par rapport à d'autres institutions à vocation missionnaire, tel le Prado, de Lyon. Enfin, quelques personnalités qui paraissent avoir joué un rôle important, comme le Père Vinatier, vicaire général, ou le Père Deschamps auraient mérité d'être présentées.

Il n'en demeure pas moins que la thèse de Sybille Chapeu apporte un éclairage nouveau et précieux sur le rôle joué par une "avant-garde" de prêtres dans la prise de conscience de monde catholique face à la décolonisation et à la montée du tiers-mondisme et le rapporteur conclut en souhaitant que cet important travail soit

rapidement porté à la connaissance du public.

Intervention de Djamila Amrane (Université de Toulouse-II)

Selon Djamila Amrane, cette thèse repose sur une documentation considérable : archives publiques mais surtout aussi des archives privées qui n'avaient pas encore été exploitées de façon aussi systématique, notamment celle de la Mission de France et d'Emmanuel Deschamps.

Une centaine d'entretiens oraux et écrits permettent à l'auteur d'affiner sa démonstration et de mieux comprendre la complexité de cette institution, fondée sous Vichy, qui évolue de la prise de conscience des prêtres-ouvriers vers le tiers-mondisme.

Très bien structurée, cette thèse s'articule en trois parties selon un plan chronologique. Une première partie est consacrée à la création de la Mission de France et à ses premières activités. Sont bien mises en évidence les conséquences de l'immersion de certains prêtres-ouvriers dans l'immigration algérienne et plus tard le choc ressenti face au système colonial par les équipes en Algérie. Il s'agit dans les deux cas d'une véritable « découverte », terme qui revient comme un leitmotiv sous la plume de Sybille Chapeu, dans le texte, mais aussi dans les trois titres de chapitres de cette partie : « découverte de l'immigration », « découverte du système colonial » et « découverte de la guerre coloniale ».

La deuxième partie : « Une mobilisation croissante 1956-1958 » analyse l'engagement d'une minorité de prêtres qui, je cite l'auteur, « contraint les autorités de la Mission de France à réagir » et à prendre des positions avant-gardistes face à la Guerre d'Algérie se situant, dès le début de l'année 1958, dans le camp anticolonialiste. C'est sans aucun doute, la partie la plus passionnante et vivante grâce à l'évocation des parcours militants des prêtres qui ont le plus fortement influencé la Mission de France.

Djamila Amrane adresse ensuite plusieurs remarques à la candidate en précisant que celles-ci « sont à considérer comme une marque de l'intérêt pris à la lire plutôt que comme des critiques » :

- L'histoire de l'engagement de ces prêtres de la Mission de France est d'autant plus remarquable qu'ils ne sont qu'une infime minorité. Peut-être aurait-il fallu insister sur cet aspect, en précisant la place de la Mission de France au sein de l'Eglise et ensuite le nombre de prêtres engagés politiquement par rapport aux effectifs de la Mission de France. D'après vos chiffres, récoltés dans l'ensemble de la thèse, en 1954 il y a en Algérie 447 prêtres dont 13 de la Mission de France, à peine 3%. Toujours en 1954 sur les 81 équipes de la Mission de France seules 5 sont implantées outre-mer dont 2 en Algérie : Souk-Ahras, 7 prêtres et Hussein Dey, 5 prêtres.
- L'importance de la 2^e guerre mondiale pour tous ceux qui l'ont vécue aurait pu être mieux expliquée. L'engagement dans la Résistance comme pour

Robert Davezies, Jobic Kerlan, André Mandouze et sans doute bien d'autres, a certainement déterminé les orientations de leur vie.

- Fort judicieusement, des parties expliquent le contexte historique ce qui permet de comprendre la complexité des questionnements auxquels doit faire face la Mission de France. Il faut à la fois éviter les raccourcis qui entraînent des approximations et les longueurs (par exemple un très bon rappel des manifestations du 17 octobre 1961 comporte une douzaine de pages :381-393 alors que la mobilisation des prêtres de la Mission de France est traitée en moins de 10 pages : p. 393 à 401).

Sybille Chapeu s'est limitée à une quarantaine de pages d'annexes, toutes très intéressantes, mais qu'elle aurait pu enrichir. Djamila Amrane aurait aimé lire par exemple des échantillons de lettres hostiles aux prêtres de Souk-Ahras (mentionnées p. 177) ainsi que des messages de soutien. De même le rapport de Jean Urvoas de septembre 1956 (cité p. 320), la Déclaration des prêtres de France au sujet de la Guerre d'Algérie avec les noms de tous les signataires (ne figure dans la thèse qu'une cinquantaine de noms sur la centaine de signatures) ainsi que d'autres documents auraient pu figurer en annexe.

La bibliographie est excellente, bien présentée mais deux ouvrages auraient dû y figurer : « Contre la torture » de Pierre-Henri Simon, édité au Seuil en 1957 avant « La Question » d'Henri Alleg et « L'affaire Audin » de Pierre Vidal-Naquet, qui datent tous les deux de 1958. D'autre part, « Curiel. Un homme à part » de Gilles Perrault permet de situer Robert Davezies dans un combat pour la justice plus large que celui de la guerre d'Algérie.

L'écriture de l'histoire a une incidence involontaire dans la genèse d'une injustice : sont évoqués les acteurs qui appartiennent à un mouvement structuré, et ils sont d'autant plus présents que le parti auquel ils appartenaient est puissant. Les structures minoritaires apparaissent peu et l'intérêt de cette thèse, au delà de l'histoire de la Mission de France, est de montrer l'exemplarité du parcours de ces quelques prêtres et le rôle qu'ils ont pu jouer. Disparaissent de la mémoire collective des personnalités tout aussi exceptionnelles mais qui ont agi individuellement et qui par réserve et discrétion refuse la publication de leur témoignage. « Aussi, explique Djamila Amrane, vais-je prêter votre thèse à une religieuse protestante, Sœur Renée, qui a vécu pendant toute la Guerre d'Algérie dans un bidonville près d'Alger. Travaillant comme femme de ménage, elle a partagé les malheurs et les espoirs des habitants du bidonville avec lesquels elle vivait, les aidant dans leurs démarches administratives et judiciaires, leur prodiguant des soins médicaux etc. J'espère que cette lecture l'incitera à livrer son expérience »

Intervention d'André Mandouze (Université de Paris-I)

Pour André Mandouze, la thèse de Sybille Chapeu, telle qu'elle se présente, s'inscrit dans l'excellence. C'est d'abord ce qui ressort nettement des exposés des

membres du jury qui se sont exprimés avant lui au cours de la soutenance. C'est en tout cas l'impression retirée par lui d'une lecture très attentive qu'il a faite de cet ouvrage d'une ampleur et d'une qualité exceptionnelles pour une thèse répondant aux définitions actuelles dudit exercice couronné par ce débat, avec les membres du jury, de la meilleure tenue.

« Inutile donc, en ce qui me concerne, déclare le professeur Mandouze, de revenir sur des détails que j'ai cru bon de relever de façon critique - en général beaucoup plus positivement que négativement - dans les marges de très nombreuses pages désignées ainsi pour aider à la mise au point définitive de l'ouvrage en vue de publication. Mon exemplaire est donc à la disposition de l'impétrante en vue d'une édition qui, tenant compte de la soutenance, s'impose.

Avant d'aller plus loin, je voudrais souligner les réconfortantes audaces, conjuguées, du directeur de la thèse et de sa disciple.

D'une part, alors que, après de trop longs silences, se multiplient, à propos de la guerre d'Algérie, toutes sortes de publications, souvent répétitives et volontiers partisans, se situant à des niveaux de recherches ou de supputations souffrant d'un peu plus d'un demi-siècle d'ignorances et de perversions officielles et / ou médiatiques, Jean-François Soulet a proposé à Sybille Chapeu un sujet à la fois central et pourtant non abordé jusque-là.

D'autre part, bien introduite à la guerre d'Algérie grâce à son amitié avec Robert Davezies, de la Mission de France, Sybille Chapeu a fait un effort considérable pour s'initier aussi à des problèmes d'Eglise passablement compliqués qui n'étaient pas inclus au départ dans son horizon de recherche d'histoire immédiate, sinon à la faveur d'approches ponctuelles touchant à quelques personnalités de la Mission.

En un sens, avec l'énorme proportion d'entretiens réalisés par la candidate (53 oraux et 52 écrits), cette thèse a permis de sauver un ensemble de sources de renseignements qui, d'ici très peu de temps, eussent été impossibles à rassembler vu l'âge avancé de ces témoins essentiels. Façon comme une autre, pour le prosopographe que je suis, de voir là pratiquée une exceptionnelle recherche de prosopographie mieux qu'immédiate : réellement vivante.

Toutefois, tout au long de mon impitoyable lecture, bien des questions que je me suis posées n'auraient pas eu lieu d'être, si Sybille Chapeu n'avait pas attendu la page 519 pour mentionner une limite capitale de son travail : " Le choix d'une problématique centrée sur l'histoire interne de la Mission de France ainsi que les contraintes imposées par le cadre de la thèse nouveau régime m'ont conduit à renoncer à *la consultation d'archives algériennes*". Ma longue carrière en Algérie et mes retours fréquents en ce pays me placent en effet dans la situation d'un qui peut difficilement admettre que le recensement ... même aussi complet que possible des sources françaises prétende en quelque sorte suppléer à l'absence de " la consultation d'archives algériennes ".

Dans mon idée - pour ce qui est de la guerre 1954-1962 et même plus largement - l'influence de la Mission de France concernant "Eglise, politique et

colonisation “s’est exercée de part et d’autre de la Méditerranée, et ce d’autant plus que cette guerre a été - autant de droit que de fait - l’occasion pour la Mission d’établir comme indispensable - outre une commission maghrébine et une sous-commission algérienne (cf. p. 272) - un organe interne de liaison entre l’Algérie et ce qui était encore la métropole.

J’admets certes, au départ que, comme l’a très bien vu Sybille Chapeu, ce n’est pas le problème de l’incardination ou non à la Mission de France qui mérite ici un débat administratif qui n’a jamais été le plus important pour les responsables de la Mission. Encore restait pour moi essentielle la possibilité de faire entrer ici en ligne de compte la fonction de “délégué régional pour le Maghreb” dont, bien avant d’être évêque, Jean Scotto a été longtemps chargé et dont il a démissionné pour des raisons vraisemblablement moins formelles que pour définir la nature d’une fonction cléricale jusque-là exercée par un curé pied-noir de nationalité désormais algérienne.

A moi qui ai connu de près Jean Scotto - au point d’avoir pu faire de son vivant la préface de ses souvenirs - je pense même qu’il n’est pas certain que “la consultation d’archives algériennes” aurait nécessairement conduit à préciser complètement des intuitions intéressantes émises occasionnellement par Sybille Chapeu à ce sujet et sur lesquelles je reviendrai plusieurs fois.

Cela pour deux raisons : d’une part parce que Scotto était plus l’homme du dialogue direct que de l’échange de documents écrits ; d’autre part, parce que, de toute façon, il n’était pas homme à conserver beaucoup d’archives. Reste que, après une si belle thèse, Sybille Chapeu est toute désignée pour mériter une bourse lui permettant d’aller en Algérie compléter l’enquête. Henri Teissier, archevêque d’Alger, est tout disposé à faciliter les choses dès qu’il sera lui-même en possession de la thèse.

Car - dans la mesure où l’action de la Mission de France pendant la guerre d’Algérie s’est exercée de part et d’autre de la Méditerranée et où cette institution a eu - en Augros et Scotto - deux personnages essentiels incarnant un élargissement de la Mission de France qu’Augros, son véritable créateur, n’avait pas connu avant d’aller exercer ses nouvelles fonctions à Souk-Ahras - cette mission de France en Algérie doit être considérée aussi bien de l’Algérie que de l’ancienne métropole.

Dans l’état actuel (voir la brièveté des renvois à J. S. dans l’index) d’une enquête privée en son départ du dossier Scotto la concernant au premier chef, on doit savoir gré à Sybille Chapeu d’avoir su remarquablement situer la Mission de France dans une “nouvelle façon d’être prêtre” à un moment où elle a remarquablement saisi que la même année 1954 voit, en France, la promulgation de l’arrêt de l’expérience des “prêtres ouvriers” et, en Algérie, les premiers attentats marquant ce qui se révélera bientôt, malgré les hypocrisies du langage officiel, être une véritable “guerre”. La juxtaposition des deux faits va bientôt entraîner pour la Mission de France une remise en question de l’application de l’action préférentielle en faveur des victimes d’une situation sociale apparaissant désormais comme plus critique en Algérie que celle du prolétariat français

D’où, dans le travail de Sybille Chapeu, le très concret développement des pages 93-95 où, sous la rubrique “*Le soutien actif de Jean Scotto*” ce dernier apparaît bien

comme "celui grâce auquel la Mission de France peut s'installer en Algérie ". Si donc, le père Scotto "devient responsable de la Mission de France" dès 1949, c'est que, reconnu par les dirigeants de celle-ci comme "leur homme", ceci n'a pu se faire que parce que, de part et d'autre, on s'est trouvé sur la même ligne visant à réaliser cette "nouvelle façon d'être prêtre " avec quelques années d'avance sur Vatican II.

C'est probablement sur les modalités successives de cet accord de base capital que, en l'absence de recours aux archives algériennes, la recherche de Sybille Chapeu s'est trouvée gênée en dépit de ses intuitions, généralement mieux fondées qu'elle ne l'a dit. Situation cependant aggravée - il faut bien incriminer là le mode d'exposition, abusant des retours en arrière - du fait des confrontations tant bien que mal tentées occasionnellement à travers la Méditerranée avec une chronologie sans cesse fluctuante au gré des archives plusieurs fois mêlées et reprises.

Cela étant, et à défaut de pouvoir accéder à d'improbables brouillons de lettres sûrement adressées par le responsable régional de la Mission de France au Maghreb à son correspondant désigné en France, j'avais espéré trouver des échos d'échanges, au moins oraux, dans l'exploitation par Sybille Chapeu du fonds d'archives "Emmanuel Deschamps". Déception malgré les 42 occurrences renvoyant dans l'index au délégué régional de la Mission de France du côté français.

Il faut bien reconnaître, en contrepartie de ses intuitions justes, une certaine responsabilité de Sybille Chapeu elle-même dans cette lacune qui vient de ce qu'elle n'a pas eu les moyens de juger l'importance déterminante de la fonction de Scotto. Elle est en effet restée dans son étude bien en deçà de ce que les archives françaises de la Mission pouvaient lui fournir. Aussi bien dans la thèse les allusions à cette fonction sont indiquées exceptionnellement de façon claire, mais le plus souvent soit en passant, soit en s'entremêlant, soit sans indication chronologique précise. A preuve les références dispersées à certains moments décisifs de cette fonction déterminante :

1) Pour son début, une première allusion vague p. 94, sans autre notation que : « Avec la création de l'équipe de Souk-Ahras, le père Scotto devient responsable régional de la Mission de France ». En fait dans le même paragraphe sont d'une part mêlées des relations entre France et Algérie remontant à une époque où Scotto n'est pas encore curé d'Hussein-Dey (donc avant le 9 janvier 1949) , d'autre part la constitution de la première équipe de Souk-Ahras.

2) Pour le déroulement de cette expérience de Souk-Ahras, des références difficiles à suivre portent en fait sur deux stades de l'évènement (cf. p. 101 et p. 174) avec des distinctions entre deux équipes totalisant finalement sept prêtres par rapport auxquels la responsabilité régionale de Scotto n'est nullement mentionnée, mais où en revanche une confusion (p. 175) concerne le pouvoir qu'il aurait eu « d'autoriser quelques prêtres de la Mission à exercer sur son diocèse (sic) » !

3) Pour aboutir à la reconnaissance d'un incontestable pouvoir à confier enfin à Scotto, la page 177 serait satisfaisante si la connaissance du diocèse constantinois par son ancien évêque Mgr Duval, devenu archevêque d'Alger en mars 1954, était apparue à S. Ch. fournir l'explication certaine de l'accord total en mars 1955 avec Mgr. Duval, à propos de Scotto du vicaire général de la Mission de France

Jean Vinatier. De ce dernier l'auteur de la thèse reproduit avec précision les termes mêmes du rapport au cardinal Liénart : "Le père Scotto pourrait avoir le titre et la charge de "conseiller "pour l'Afrique du Nord. Cela lui permettrait de mener là-bas les négociations et contrats avec l'autorité de la Mission." (2 mai 1955). A la vérité, "responsable régional" et / ou "conseiller pour l'Afrique du Nord", Scotto se trouvait l'homme qui, mieux que personne, était reconnu comme capable de faire face aux difficultés et aux contradictions rencontrées par les deux équipes de Souk-Ahras, éventuellement même entre leurs propres membres.

4) Rien d'étonnant donc que de voir très bien décrite en bonne place p. 187 l'implication complète de Scotto dans la défense des trois prêtres de Souk-Ahras expulsés le 9 avril 1956. Parmi ces défenseurs et conseillers, le responsable régional de la Mission est cité - ce qui prouve qu'il devrait y avoir des traces des interventions, notamment auprès du maire d'Alger, du nouveau chanoine d'Alger précisément à ce moment-là excardiné du diocèse d'Alger et incardiné à la Mission de France.

5) L'arrestation en 1957 de Jean-Claude Barthez est un exemple de la responsabilité régionale de Jean Scotto s'exerçant ici à partir de l'Algérie sur toute la Mission de France. Même si S. Ch. n'en profite pas pour repérer là la manifestation de cette fonction régionale transméditerranéenne de Jean Scotto à l'intérieur de l'institution, elle a le mérite de souligner p. 258 : " Jean Scotto demande au vicaire général de la Mission de contrôler les prêtres métropolitains et d'éviter toute campagne de presse afin de ne pas aggraver la procédure engagée contre Jean-Claude Barthez et ses camarades ". Indication à la page suivante (259) du fait de l'intervention de Scotto "en accord avec l'évêque "pour choisir les avocats de Barthez et éviter des maladroites au procès.

6) A l'inverse, dans la thèse de Sybille Chapeu on ne trouve aucune référence à Scotto de la page 260 à la page 406 (soit la valeur de trois des neuf chapitres de l'ouvrage) même si le procès de Jobic Kerlan en 1960 est l'occasion d'archives fournissant une " documentation exceptionnelle" impliquant J. Scotto (p. 418) nommé en passant sans autre précision. Par comparaison avec le procès Barthez, S. Ch. aurait dû souligner que ce n'est plus J. Scotto, mais son vis-à-vis en France Emmanuel Deschamps qui, (p. 425) a été chargé par la direction de la Mission de s'occuper de la défense de Kerlan.

7) Sans doute - autrement que cela n'a été fait dans cette suite muette de trois chapitres et évoquée au début de la page 406 - eût-il fallu chercher à mieux situer la réclamation qui, entre 1958 et 1960 concerne les prêtres de la Mission en Algérie au sujet de l'élaboration d'une ligne politique précise de la Mission de France et la possibilité pour eux d'en débattre avec leur hiérarchie. Mais voilà qu'à la fin de cette page 406, S. Ch. conclut ainsi son analyse d'une situation dont le point majeur a été oublié : " Déplorant le manque de liaison entre les équipes, avec les évêques locaux, avec les responsables de la Mission et les autres équipes, ils réclament la nomination d'un nouveau responsable régional dont ils sont privés depuis la démission du P. Scotto ". Le texte cité faisait rétroactivement, en note 128, allusion au rapport des prêtres de la Mission de France en Algérie au Conseil, 1er mai 1958, Hussein-Dey, p. 1 (Archives Deschamps).

Cela semble suggérer que cette démission de Scotto doit être antérieure à cette revendication à propos de laquelle (début de la même page) celui-ci n'est même pas cité dans le texte des prêtres de la Mission de France en Algérie. Ce qui, pour la durée de responsabilité régionale de Scotto tendrait à faire opter pour une fourchette située entre 1949 /1950 et 1958 avec une confirmation intermédiaire en 1955.

Cette hypothèse une fois exprimée, j'avoue cependant être étonné que, même réduite aux archives françaises de la Mission, cette documentation n'ait pas permis de mettre Sybille Chapeu en mesure de tirer des procès-verbaux administratifs la date du terminus exact de la fonction régionale de Scotto. Car ces précisions ponctuelles permettraient de mieux cadrer les étapes de la Mission de France dans la guerre d'Algérie et de pouvoir vérifier les intuitions de cette jeune chercheuse qui -fait relativement rare - a eu le mérite de soutenir vraiment une "thèse" : ici, comme je l'ai rappelé, la découverte d'une conjoncture mettant finalement en question, à propos de l'Algérie, le sens de cette " nouvelle façon d'être prêtre " dans un pays qui, à la veille de devenir indépendant, ne peut évidemment à ce sujet en être seulement réduit à reproduire un modèle français, si nouveau et original soit-il.

Sur ce point fondamental, je pense que l'auteur a craint de trop soumettre l'histoire immédiate à des mobiles d'ordre psychologique de surcroît susceptibles d'être affectés par des jugements trop subjectifs - éventuellement passionnés - de la part d'anciens compagnons de l'aventure vécue par-dessus la Méditerranée par deux personnalités aussi différentes et aussi fortes que Jean Scotto et Emmanuel Deschamps.

Non seulement très divers et encore assez nombreux sont ces membres de la Mission qui sont capables de nous aider à mesurer à travers leurs révélations respectives, avec les deux sus-dits partenaires, la contribution du débat qui s'est trouvé engagé en Algérie pour la Mission de France_au moment même de la guerre, notamment entre 1958 et 1960. Mais encore, les intuitions de Sybille Chapeu peuvent être stimulées grâce à un certain nombre d'indications qu'elle aurait pu essayer d'approfondir à propos d'allusions directes faites par J. Scotto lui-même dans son livre de souvenirs, en particulier p. 71-73, p. 147, p. 194-195.

C'est cependant p. 84 de cet ouvrage que, même si la date précise n'est pas donnée, la raison profonde de la démission de J. Scotto ne souffre aucune incertitude de sa part. "Ne s'est-il pas laissé entraîner dans le sillage de l'idéologie progressiste, voire marxiste qu'on a prêté et que certains prêtent encore à la Mission de France ? . . . Avec la plus grande netteté, le P. Scotto s'inscrit fortement en faux contre toute cette suspicion. . .

S'il résilie, plus tard, sa fonction de responsable régional, ce sera pour d'autres raisons, liées à son souci de tenir le prêtre à l'égard du choix proprement politique dans la guerre d'indépendance. "

Dès lors, à la suite de cette déclaration incontournable, les caractères personnels très forts des deux hommes ont naturellement joué en fonction des autorités qu'ils avaient été chargés de représenter de part et d'autre de la Méditerranée.

Aussi bien, Sybille Chapeu a sans difficulté trouvé dans l'important dossier d'Emmanuel Deschamps ce qui, dans la perspective originellement française de la Mission, paraît, au régional français, premier. Ce que résume bien ainsi S. Ch. p. 352 : "Sa priorité en ce qui concerne l'Algérie est de ne pas mettre en danger l'institution missionnaire par rapport à l'Eglise de France tout en cherchant également une réponse concrète aux questions que la société pose à ses prêtres." (cf. aussi p. 400). Et encore plus nettement p. 436: " ... Pour Emmanuel Deschamps, semble-t-il, la guerre d'Algérie est secondaire et constitue " un obstacle au règlement des questions urgentes pour la vie de la Mission " .

Il est bien évident que, vu d'Alger, la priorité est ailleurs et que, à la ligne *doctrinale* de conduite défendue de France par E. Deschamps, J. Scotto se sent en droit d'opposer la ligne *pastorale* des prêtres engagés avec lui sur le terrain algérien depuis une décennie.

Sans avoir là (avant la vérification en Algérie) de preuve directe d'un différend aboutissant à une rupture qui remonterait précisément à ce moment-là, la remarque d'Ehlinger (p. 82-84) dans le livre de souvenirs de Scotto semble impliquer, pour André Mandouze, « quelque chose d'un ordre qui ne se réduit pas à une banale supériorité de l'intellectuel sur l'instinctif ».

Certes l'interviewer note bien, sans citer de nom, que Scotto reconnaît " avoir ressenti vivement un certain complexe "en particulier " devant des confrères de la Mission de France qui manient trop aisément les concepts intellectuels ou idéologiques " mais il n'en concluait pas moins : " On est étonné de voir comme cet homme mêle une grande liberté et assurance avec un complexe d'infériorité en matière intellectuelle ". Un peu plus haut, après avoir recueilli de la bouche de Scotto le reproche qu'il se faisait à lui-même " d'être un peu trop directif ", Ehlinger ajoute non sans humour : " Avouons toutefois qu'il n'en fait pas une grave maladie".

Finalement, conclut André Mandouze, l'auteur de cette thèse n'a que « très peu à faire pour couronner ses excellentes intuitions par l'insertion de quelques documents administratifs de France et de pastorale en Algérie permettant d'éclaircir la participation originale de la Mission à la guerre d'Algérie ».

Intervention de Guy Pervillé (Université de Toulouse-I)

Guy Pervillé commence par s'associer aux éloges que la thèse de Sybille Chapeu a reçus de tous les membres du jury, et leur ajoute quelques critiques sur certaines expressions fautives. Puis il propose une synthèse des réflexions que cette thèse lui a inspirées. Celle-ci ne dément pas son impression antérieure, que l'Eglise catholique dans son ensemble avait été aussi divisée par la guerre d'Algérie que les autres prétendus « leaders d'opinion », ce qui l'avait empêché de guider l'évolution de l'opinion publique. Elle donne pourtant une vision globale de la Mission de France comme une « avant-garde », ayant montré la voie à l'Eglise de France dont elle faisait partie. Mais on y trouve aussi une vision plus fine, qui distingue l'institution et les

hommes, dont un certain nombre se sont engagés beaucoup plus audacieusement que celle-ci et ont fait pression sur elle. Le point de vue de l'institution est marqué par un souci constant de prudence, mais il évolue sous l'influence de ses membres les plus engagés. Il conserve néanmoins une cohérence doctrinale entre les principes fondamentaux de la religion catholique et les prises de position politiques, exprimée d'une manière très convaincante par la déclaration des prêtres de Souk-Ahras en janvier 1956, par la déclaration de mars 1958, et par l'essai de définition d'une morale publique en 1959. Les acteurs les plus engagés se réclament de cette doctrine, mais nombre d'entre eux vont plus loin, en soutenant le FLN par des actes, ce qui les oblige à renoncer en pratique au rôle de « trait d'union » entre les parties en conflit. Pourtant, très peu d'entre eux assument publiquement cette attitude : la plupart s'abritent derrière la doctrine officielle de la Mission, et le père Davezies paraît être le seul à revendiquer clairement son engagement politique pour le FLN, « dans la guerre d'Algérie » et non « contre la guerre d'Algérie ». La non-équivalence de ces deux formules doit être clairement signalée.

Guy Pervillé souligne ensuite la difficulté majeure que soulève l'engagement politique de prêtres voués à une mission religieuse catholique, c'est-à-dire universelle : la différence entre la morale et la politique. La première définit le bien et le mal en termes absolus, alors que la seconde, même si elle est bien intentionnée, ne peut rechercher qu'un bien relatif : le plus grand bien possible pour le plus grand nombre possible. La politique est un art du possible, et non pas une vérité révélée ni une science exacte. C'est pourquoi les prêtres qui s'y aventurent ne sont pas moins exposés au risque de se tromper que les autres hommes. Et c'est aussi pourquoi il est très dangereux – et tout particulièrement pour un chrétien – de subordonner la morale à la politique.

Guy Pervillé souligne également le danger de la partialité qui découle nécessairement de l'engagement : la politique étant l'art de choisir, entre deux maux, le moindre, l'engagement exige une hiérarchisation de ces maux, et conduit l'acteur engagé à censurer, consciemment ou non, la perception de ceux dont la prise en compte pourrait remettre en question le bien fondé de ses choix antérieurs. C'est pourquoi les anciens acteurs n'ont pas seulement le droit d'expliquer et de justifier leur parti-pris de l'époque : ils peuvent aussi le réévaluer rétrospectivement à la lumière des événements postérieurs. Par exemple, quel bilan pouvons nous dresser à moyen terme de la conversion des prêtres de la Mission de France à une nouvelle conception de leur vocation missionnaire en Algérie ? L'évangélisation des Algériens est-elle plus facile depuis l'indépendance qu'à l'époque coloniale ? Et les nombreux assassinats de prêtres, de religieux et de religieuses par des islamistes permettent-ils de conclure que leur engagement au service des Algériens a été récompensé ?

Sybille Chapeu répond à ces questions que ces assassinats sont une affaire intérieure algérienne, et que les prêtres de la Mission de France ont tissé des liens très forts entre les deux peuples, qui en recueilleront les fruits un jour. Guy Pervillé conclut alors qu'il ne faut pas insulter l'avenir, ni pécher contre l'espérance. André Mandouze ajoute deux autres raisons d'espérer : le très grand succès du colloque qu'il

a organisé sur Saint Augustin (qui a fait reconnaître celui-ci comme un ancêtre légitime des Algériens), et la très grande popularité de Monseigneur Duval en Algérie.

Après avoir entendu l'exposé de Sybille Chapeu et apprécié la pertinence de ses réponses, et après avoir délibéré, le jury l'a jugée digne du titre de docteur en histoire contemporaine de l'Université de Toulouse Le Mirail, avec la mention « très honorable », à l'unanimité, et avec ses félicitations.